

## « Economie de guerre » : quelles conséquences ?

« Effort de guerre : cette rigueur qui vient », titre L'Opinion, en Une, relevant que **Patrick Martin** estime que l'on ne peut pas passer du jour au lendemain à une économie de guerre. Eric Lombard et Sébastien Lecornu réuniront à Bercy dès la semaine prochaine des investisseurs privés pour les « mobiliser ». Le quotidien relaie l'analyse de Julien Damon (Eclairs), selon qui l'effort de guerre nécessite de réduire les dépenses sociales. Mais pour Eric Lombard, il n'est pas question d'y toucher. « On va maintenir le système de protection sociale française, ça c'est absolument essentiel », a encore assuré le ministre hier. **Recourir à l'impôt risque d'être inévitable.** L'argent n'est pas tout. Même si l'on parvient à trouver 90 milliards, pour passer à des dépenses de défense à 5 % du PIB, il **faudra aussi mobiliser les entreprises pour produire du matériel de guerre.** (L'Opinion, p.1)

« L'industrie française a toutes les armes en main », titre Le Parisien, qui explique que le tissu d'entreprises de défense tricolores est parmi les meilleurs au monde. Un atout pour bâtir la future autonomie européenne. **Avec environ 2 000 entreprises estampillées « Défense », l'Hexagone appartient au trio de tête, derrière les Etats-Unis, des plus gros exportateurs militaires.** (Le Parisien, p.4)